



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la maintenance industrielle terrestre

**12^e base de soutien du Matériel
Antenne Section Achats Réactifs (ASAR)
Route du Camp - 36100 Neuvy-Pailloux**

ACTE D'ENGAGEMENT - CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (AE-CCP)

**Réparation de pièces et ensembles hydrauliques au profit de la
14^e Base de soutien du matériel / 13^e Groupement de Maintenance
Electronique Armement (GMEA) de Bruz.**

MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE

*(Article L1113-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative
du code de la commande publique)*

**MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE
AVEC PUBLICITE ET MISE EN CONCURRENCE**

*(Articles L2323-1, R2323-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du
code de la commande publique)*

Montant maximum du marché : 420 000.00 € HT

Code fournisseur Chorus :

N° officiel du marché : 2025 32 15.....

N° engagement juridique Chorus :

Imputation budgétaire : 0178-0011-AT03

Code CPV et libellé : 50116000-1 Services de réparation et d'entretien de pièces spéciales de véhicules

Groupe marchandises : 45.05.07 – Autre prestations et services

Numéro de consultation : NPX-2025-04

SOMMAIRE

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS	3
1.1 Acheteur	3
1.2 Titulaire.	4
Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
2.1 Objet	5
2.2 Pièces constitutives du marché	5
Article 3 - FORME DU MARCHE	5
Article 4 - LOTS	5
Article 5 - ETENDUE DU MARCHE ET CONTENU DES PRIX	5
Article 6 - EXECUTION DU MARCHE	6
6.1 Durée du marché et délai d'exécution	6
6.2 Lieux d'exécution et accès aux sites	6
Article 7 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	6
7.1 Obligations du titulaire	6
7.2 Constatation de l'exécution des prestations	7
Article 8 - PENALITES	7
Article 9 - REGIME FINANCIER	8
9.1 Variation des prix	8
9.2 Informations comptables	8
9.3 Avance	9
9.4 Acomptes	9
9.5 Modalités de facturation	9
9.6 Délai de paiement	10
Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES	10
10.1 Assurances	10
10.2 Changement affectant le titulaire	11
10.3 Résiliation	11
10.4 Litiges et contentieux	11
Article 11 - ANNEXE	11
Article 12 - SIGNATURES	12
12.1 Le titulaire	12
12.2 Le pouvoir adjudicateur	12
Article 13 - NOTIFICATION	12

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 Acheteur

Ministère des Armées

Service de la Maintenance Industrielle Terrestre (SMITer)

12^e base de soutien du Matériel (BSMAT) – Neuvy-Pailloux

Antenne SAR

Quartier IG MARECHAL

Route du Camp

36100 NEUVY-PAILLOUX

SIRET : 130 008 733 00011

CODE APE : 8422Z Défense

NIC : FR75 130 008 133

Pouvoir Adjudicateur :

Le Ministère des Armées représenté par le colonel Pierre FONTAINE, commandant la 12^e base de soutien du Matériel.

Pouvoir adjudicateur par arrêté du 22 juin 2007, nommé personne signataire des marchés publics et des accords-cadres n'appartenant pas à l'administration centrale signataire des marchés publics et des accords-cadres au ministère des Armées - version consolidée du 1^{er} janvier 2022.

Responsable marchés :

Madame Cécile TROUVÉ

Courriel : cecile.trouve@intradef.gouv.fr

Rédacteurs :

Madame Christine PROST

Courriel : christine.prost@intradef.gouv.fr

Monsieur Jean-François PACE

Courriel : jean-francois.pace@intradef.gouv.fr

Correspondant technique :

Monsieur Laurent PITOIS

Courriel : laurent.pitois@intradef.gouv.fr

1.2 Titulaire.

Le signataire, le mandataire, les membres du groupement (compléter un tableau par cocontractant):

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Adresse professionnelle :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel :	
(¹) agissant pour mon compte (¹) agissant pour le compte de la société (indiquer SA, SARL, ...)	
Raison sociale :	
Domicilié à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel pour l'envoi des bons de commande :	
Courriel administration de la société :	
Dont le siège social est situé à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
N° Siret :	
Code APE :	
PME – PMI telles que définies à l'article R.2151-13 du code de la commande publique	OUI - NON ⁽¹⁾

Compte ouvert au nom de :

Domiciliation :

Code banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

(¹) Barrer la mention inutile

Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 *Objet*

Le présent marché a pour objet, la réparation de pièces et d'ensembles hydrauliques. Cette opération industrielle entre dans le cadre d'une rénovation de rechanges réparables équipant plusieurs parcs de matériels en service dans l'armée de Terre. Cette prestation est au profit de la 14^e Base de soutien du matériel (14^e BSMAT) / 13^e Groupement de Maintenance Electronique Armement (13^e GMEA) à Bruz.

2.2 *Pièces constitutives du marché*

Il est constitué des éléments contractuels qui prévalent dans l'ordre ci-après par ordre de priorité décroissant :

- le présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) et son annexe financière ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 21-B-034/12°BSMAT/DET GN/BMIL/NP réparation de pièces et ensembles hydrauliques du 08/03/2022 ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- le dossier des spécifications techniques
- l'offre technique et financière du titulaire.

Article 3 - FORME DU MARCHE

Ce contrat est un accord cadre à bons de commande, mono attributaire.

Article 4 - LOTS

Ce contrat n'est pas alloti.

Article 5 - ETENDUE DU MARCHE ET CONTENU DES PRIX

Valeur estimative du marché : 420 000.00€ HT maximum.

Date d'établissement des prix : elle correspond à la date de signature du contrat par le candidat.

Régime des prix : révisables annuellement;

Conformément à la composition détaillée des prestations indiquée paragraphe 4.1 du CCTP, les opérations de déchargement sont à la charge de l'administration.

Unité monétaire : Euro.

Ce marché ne peut faire l'objet d'aucune variante.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

AE-CCP - Consultation NPX-2025-04 – Prestations de chromage

Article 6 - EXECUTION DU MARCHÉ

6.1 *Durée du marché et délai d'exécution*

Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable deux fois par tacite reconduction. Sa durée totale ne peut excéder trente-six (36) mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord cadre. En cas de non reconduction, la décision du représentant du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire au moins deux mois avant la fin de la période en cours.

En cas de non reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

Les délais de réalisation et de livraison de la prestation sont fixés à compter de la date de notification de la commande jusqu'à la date d'accusé de livraison du client. Ils sont précisés dans la table de prix (en annexe 1 du présent AE/CCP) et dans l'offre du titulaire. Le titulaire met en place un ensemble de dispositions pour satisfaire les exigences de délais du contrat.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins.

Les quantités commandées dépendent du plan de charge annuel de la 14^e Base de soutien du matériel 13^e Groupement de Maintenance Electronique Armement de Bruz.

En l'absence de bon de commande signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire ne peut réaliser aucune prestation.

6.2 *Lieux d'exécution et accès au site*

Les livraisons auront lieu en France, à l'adresse mentionnée au § 4 du CCTP, dans le respect des conditions prévues dudit CCTP.

Les enlèvements et les livraisons se feront sur le site de Bruz, à l'adresse suivante :

14^e base de soutien du Matériel

13^e groupement de maintenance électronique armement

19, rue du 8 mai 1944

35170 BRUZ

Article 7 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

7.1 *Obligations du titulaire*

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des clauses mentionnées dans le CCTP et à respecter le délai maximal de livraison indiqué dans son offre.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de ce marché.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le titulaire se conforme scrupuleusement au règlement applicable aux visiteurs dans toute enceinte militaire.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'information confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire. Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Les engagements juridiques (bons de commandes) régis par le présent marché seront signés par le chef de la 12^e BSMAT , pouvoir adjudicateur délégué (PAD)

La notification des engagements juridiques (bons de commande) au titulaire se fera par courrier électronique avec **accusé de réception** par la Cellule de Coordination de réalisation des Besoins (CCRB) ou par le Pôle Expertise des Approvisionnements (PEA) du service bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité de l'engagement juridique (bon de commande) qui lui sera notifié ;

7.2 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par les personnels chargés de la constatation des services faits du site de livraison dans les conditions prévues aux articles 27, 28, 29 et 30 du cahier des clauses administratives générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG/FGS). Ces contrôles ont pour objet de contrôler la conformité entre la prestation livrée et celle demandée sur le bon de commande.

Dans le cadre du suivi qualité des fournisseurs, l'administration peut être amenée à évaluer les prestations fournies par le titulaire (délais de livraison, litige(s) sur factures, anomalie(s) sur documents administratifs, etc.).

Article 8 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations ou en cas de dépassement du délai de non acceptation de la prestation, le titulaire encourt des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT

V = valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité

R = le nombre de jours de retard

AE-CCP - Consultation NPX-2025-04 – Prestations de chromage

Toute demande d'exonération de pénalités fait l'objet d'une décision signée du pouvoir adjudicateur ou de son délégataire.

Les pénalités dont le montant est inférieur à 300 euros pourront ne pas être appliquées, sur décision de l'acheteur.

Article 9 - REGIME FINANCIER

9.1 *Variation des prix*

Les prix sont fermes pour la première année du marché (12 mois à compter de la date de notification).

Pour la seconde (N+1) et la troisième année (N+2) du marché le titulaire a la possibilité d'ajuster les prix sur la base du tarif initial qu'il applique à ce marché en utilisant la formule d'indexation ci dessous.

Le prix est révisable **annuellement** par application de la formule d'indexation suivante:

$P = P_0 (\text{indice INSEE } 1 / \text{indice INSEE } 0)$

Dans laquelle :

P= prix ajusté hors taxe remise déduite

P₀= prix initial hors taxe figurant sur le tarif de base, remise déduite

INSEE 0 = valeur de l'indice INSEE à la date d'établissement du prix initial

INSEE 1 = valeur de l'indice INSEE en vigueur à la date d'établissement du prix ajusté.

Le coefficient obtenu ne comportera pas plus de trois (3) chiffres après la virgule.

Les valeurs des indices correspondant au secteur d'activité sont relevées sur le site internet de l'INSEE.

Indice retenu : prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A10 BE –.

Il dispose d'un délai calendaire de deux (2) mois en amont de la date anniversaire du marché pour proposer une nouvelle tarification.

Il communiquera au pouvoir adjudicateur son nouveau prix unitaire hors taxe accompagné du relevé d'indice en cours, qu'il soit à la hausse ou à la baisse.

L'accord du représentant du pouvoir adjudicateur sera requis préalablement à toute évolution de prix. A défaut, les factures seront rejetées.

Une fois obtenu l'accord du pouvoir adjudicateur, le nouveau barème des prix pourra être mis en oeuvre pour la facturation.

9.2 *Informations comptables*

Comptable assignataire des paiements :

Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement (ACSIA)

Le Vendôme III – 11 rue du Rempart – 93196 Noisy-Le-Grand Cedex

9.3 Avance

Une avance sera consentie aux termes de l'article R.2391-1 du code de la commande publique uniquement pour les bons de commandes qui dépasseront 50 000€ HT et dont le délai de livraison sera supérieur à deux (2) mois. Le montant de cette avance sera porté à 30% du montant du bon de commande. Aucune avance ne sera consentie dans les autres cas. Cette avance devra être intégralement remboursée. Ces remboursements interviendront lors de chaque demande de paiement (acompte, solde) dudit bon de commande.

9.4 Acomptes

Selon les articles R2361-16, R2191-20 et R2191-21 du code de la commande publique, des acomptes trimestriels pourront être consentis. Les conditions d'éligibilité à ces acomptes diffèrent selon le type de société titulaire du marché et des délais de livraison. Les paiements de ces acomptes interviendront après le remboursement total de l'avance.

9.5 Modalités de facturation

Mentions obligatoires sur chaque facture :

- le numéro de la commande de référence ainsi que le numéro du marché ;
- n° du service exécutant D1816JM078 ;
- la raison sociale du titulaire ;
- la forme juridique de la société ;
- le numéro d'identification de l'entreprise (SIRET ou INSEE et registre du commerce) ;
- la dénomination de la prestation telle qu'elle figure à la table de prix ainsi que son prix ;
- le compte bancaire ou postal identique à celui du contrat.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des factures par le service en charge de son paiement.

Adresse de facturation :

12^e BSMAT – Antenne SAR

A l'attention de « nom du correspondant administratif précisé sur chaque bon de commande »

Route du camp

36100 NEUVY-PAILLOUX

France

Transmission de la facture pour paiement :

Le titulaire envoie ses factures sous format électronique via le portail **Chorus Pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

La dématérialisation des demandes de paiement est obligatoire pour toutes les entreprises françaises et étrangères.

Le titulaire doit préciser les informations suivantes lors de son dépôt de factures :

- Le code service exécutant (code SE) de la personne publique : D1816JM078 ;
- Le SIRET de l'Etat (destinataire Etat) : 110 002 011 00044 ;
- La référence de l'engagement juridique (numéro du bon de commande à 10 chiffres).

AE-CCP - Consultation NPX-2025-04 – Prestations de chromage

Le titulaire doit joindre à la facture le bon de commande correspondant aux prestations lors du dépôt sur Chorus Pro.

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

9.6 Délai de paiement

Le délai maximal ouvert à l'administration pour procéder au paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou à compter de la date de constatation de la conformité des prestations réalisées si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Ce délai sera, le cas échéant, majoré d'un nombre de jours égal à celui apporté par le titulaire pour fournir les justificatifs complémentaires qui lui seraient demandés ou les factures en cas d'erreur ou d'omission. Les sommes payées après l'expiration de ce délai seront assorties d'intérêts moratoires.

Le défaut de versement des intérêts moratoires dans un délai de trente (30) jours à compter du jour de la date de mise en paiement du principal entraîne le versement d'intérêts moratoires complémentaires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement au 1er janvier et au 1er juillet, majoré de huit points ;

Une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros en cas de dépassement du délai global de paiement, se rajoutant au montant des intérêts moratoires dus, quel que soit leur montant ;

Possibilité de versement, sur présentation de justificatifs, d'indemnités complémentaires lorsque les frais de recouvrement encourus du fait du retard de paiement du débiteur sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire (article 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013).

Le taux applicable à ces intérêts moratoires complémentaires est le taux d'intérêts moratoires d'origine majoré de 2 points.

Ces intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal, toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

La période à laquelle ces intérêts moratoires complémentaires s'appliquent commence le jour suivant la date de paiement du principal et se termine à la date de paiement de l'ensemble des intérêts moratoires.

Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer :

- à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

10.2 Changement affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

10.3 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique.

10.4 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut-être saisi selon les modalités fixées par l'article R2197-1 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est situé à BORDEAUX : CCIRA de BORDEAUX, 103 bis rue de Belleville, BP 952 33 063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de LIMOGES, 1 cours VERGNIAUD, 87 000 LIMOGES.

Article 11 - ANNEXE

1 (une) annexe table de prix (fichier excel).

Article 12 - SIGNATURES

12.1 Le titulaire

Nom, Prénom du signataire (*)	Date	Signature et cachet de la société

L'offre relative au présent marché, passée selon la procédure adaptée avec publicité et mise en concurrence portant sur la fourniture de conteneurs maritimes usagés de 20 pieds type « Cargo Worthy » au profit de différents sites est valide pour une durée de 90 jours à compter de la date de signature.

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

12.2 Le pouvoir adjudicateur

Nom, Prénom, qualité	Date	Signature
Le colonel Pierre FONTAINE Commandant la 12 ^e base de soutien du Matériel Pouvoir adjudicateur délégué		

Article 13 - NOTIFICATION

Le présent marché est notifié via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

La date de notification correspond à la date de réception dématérialisée de l'accusé de réception du courrier de notification annexé au présent document.